HAL
open science

Les sciences sociales à Madagascar dans les années 1960

Didier Nativel

To cite this version:

Didier Nativel. Les sciences sociales à Madagascar dans les années 1960. Revue historique des Mascareignes, 2002, Les années soixantes dans le Sud-Ouest de l'océan Indien : La Réunion, Madagascar, Maurice, Mayotte, 04, pp.199-211. hal-03454059

HAL Id: hal-03454059

https://hal.univ-reunion.fr/hal-03454059v1

Submitted on 29 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les sciences sociales à Madagascar dans les années 1960

Didier Natível

La période des années 1960 a été marquée par l'émergence de conditions extrêmement favorables aux sciences sociales[1]. Appelés par le double pouvoir (officiel malgache; français exerçant encore une importante tutelle) à accompagner et stimuler les opérations de développement, les chercheurs se sont vus dotés de moyens inconnus jusqu'alors. La professionnalisation des chercheurs et l'institutionnalisation de la recherche, effectuée essentiellement autour de deux piliers (l'Université et l'ORSTOM[2]), a permis l'ouverture d'immenses chantiers, explorés jusqu'à aujourd'hui. Maints "classiques" d'anthropologie, d'histoire ou d'archéologie sur Madagascar, trouvent leur source à cette époque.

Une enquête sur l'histoire des sciences sociales durant la première décennie de l'indépendance de l'île, doit procéder à l'indispensable examen, même modeste, des enjeux théoriques et des pratiques des disciplines, sans négliger le riche contexte politique et économique. On peut en effet se demander dans quelle mesure les sciences sociales, dominées par les chercheurs français, ont à la fois participé à la légitimation de l'ordre post-colonial antérieur à 1972, et dans le même temps suscité les arguments d'une critique de ce même ordre. Les chercheurs n'ont pas seulement été les témoins, mais les acteurs d'une décolonisation culturelle inachevée[3].

I -LES SCIENCES SOCIALES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ?

Développement et coopération : une indépendance paradoxale

[1] L'économie et le droit ont été écartés des analyses qui suivent. Ces deux disciplines mériteraient cependant une analyse plus fournie de leur contribution au paysage intellectuel et politique des années 1960 à Madagascar.

[2] Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer, créé en 1944.

[3] Dans son article récent sur les perspectives de l'histoire contemporaine africaniste, S. Ellis n'envisage pas la question de la place de la recherche en sciences sociales, de ses rapports au pouvoir et aux institutions, de la sociologie des chercheurs, ni même les échos des travaux dans la société, etc. ; autant de thèmes riches qui ne seront abordés ici que de manière limitée. Cf. S. Ellis, "Writing Histories of Contemporary Africa" in *The Journal of African History,* Vol. 42, 2002, n° 1, pp. 1-26.

Lors de l'inauguration des "Journées malgaches du développement" l'objectif affiché par le pouvoir en place était double : parvenir à l'indépendance économique et offrir un meilleur *"standard de vie"* aux Malgaches[4]. Le défi du fort accroissement naturel (plus de 2 % par an dans les années 1950) impliquait des efforts conséquents, afin d'intensifier la production rizicole et de désenclaver les campagnes. Dans un discours prononcé alors, le président Tsiranana entendait fédérer toutes les énergies, et de manière caractéristique, *"faire taire les querelles internes"* à l'élite, allusion à peine voilée à la campagne menée par le parti d'opposition AKFM (Antohon'ny Kongresin'ny Fahaleovantenan'I Madagasikara - Parti du Congrès de l'Indépendance de Madagascar)[5] contre la présence encore massive, non seulement à la tête de l'Etat mais dans tous les rouages de l'administration et des instances économiques, de hauts fonctionnaires et d'assistants techniques français[6]. Il est vrai que la France demeurait la principale pourvoyeuse d'aides au développement du pays, sous la forme de fonds spécifiques ou à travers la présence de coopérants. Il s'agissait donc d'admettre que Madagascar ne pouvait être réellement indépendante que par l'intermédiaire de l'ancienne puissance coloniale.

Au début des années 1960, pas une semaine ne s'écoule sans que la presse ne parle des montants du Fonds d'aide et de coopération (FAC) et de sa destination, signe d'une *"coopération idyllique"*[7]. L'essentiel du FAC (comme du FED – fonds européen de développement)[8] et de l'action de l'Etat était alors tourné vers les campagnes où vivaient la majorité des 5 millions et demi de Malgaches au moment de l'indépendance. En 1961, le ministre des travaux publics, E. Lechat, négocie à Paris une tranche complémentaire à la dotation initiale du FAC. 70 % sont consacrés au développement rural (aménagements hydroélectriques, élevage, développement régional, conservation des sols) et le reste aux infrastructures (23 %), à la planification (5 %) et à l'action sociale (2 %)[9]. Le leitmotiv du développement *"au ras du sol"*[10] était censé être le pendant des grands plans d'aménagement régionaux, pensés pour beaucoup à l'époque coloniale, et poursuivis par des organismes équivalents éclairés par un commissariat général au plan, sur le modèle français. Dans ce cadre très technocratique et sûr de ses convictions[11], que pouvaient apporter les chercheurs en sciences sociales ?

---

[4] Le Colloque de Mantasoa de 1967 rend bien compte des enjeux du développement du point de vue du pouvoir. Cf. Colloque de Mantasoa, *Les structures de base du développement agricole à Madagascar*, 23 au 23 février 1967, publication de la Faculté de droit, Centre d'études rurales, 192 p.

[5] Son leader, R. Andriamanjato était alors maire de Tananarive. Le PSD (Parti social démocrate) disposait déjà d'une écrasante majorité à l'assemblée (73 % des sièges). Après les élections de 1965, il devient quasiment un parti unique (97 % des sièges). Selon C. Cadoux (*La république malgache*, Paris, Institut international d'administration publique, Editions Berger-Levrault, 1969, pp. 54-55), les 2784 sections locales intégraient 1 million de Malgaches, soit le 6e de la population du pays, dès 1964. L'opposition ne s'exprime quasiment qu'au sein même du parti, entre factions rivales.

[6] *Lumière*, du 13 et du 27 avril 1962.

[7] C. Rabenoro, *Les relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*, Paris, l'Harmattan, 1986, pp. 166-167.

[8] Autour de 90 % des aides (dons puis prêts au cours de la décennie) provenaient de la France qui constituait aussi le principal partenaire commercial du pays (Rabenoro, 1986, 279-283).

[9] *Lumière*, 13 janvier 1961.

[10] Exécutions par les fokonolona (communautés rurales de base) et des groupes de collectivités de petits barrages, d'écoles, d'hôpitaux, etc. Cf. l'article émanant du secrétariat général de l'information : "La politique économique du gouvernement malgache", in *Bulletin de Madagascar*, n° 180, mai 1961, pp. 371-377.

[11] cf. Le numéro des Cahiers de l'ISEA sur la planification à Madagascar de décembre 1964 ou encore le numéro 4 de juillet 1968 de *Terre Malgache – Tany Malagasy* consacré à l'OPR (opération de productivité rizicole). Le commissaire au plan, C. Rabenoro, n'échappe pas à cette tendance, malgré ses tentatives "pédagogiques" pour expliquer dans la publication officielle le *Bulletin de Madagascar* n° 199 de décembre 1962, le sens de son action.

Un acteur institutionnel crucial : l'ORSTOM

Pour ceux qui travaillaient au sein de l'ORSTOM (l'antenne locale, établie après guerre, était intitulée IRSM – Institut de la Recherche Scientifique de Madagascar), la question ne se posait pas. Depuis les années 1950, l'organisme participait activement aux plans de mise en valeur agricole. Sociologues et ethnologues devaient aider à comprendre les sociétés rurales afin de trouver les clés de leur capacité d'acceptation des innovations techniques et économiques. Le thème de la diffusion des outils et des méthodes agraires, récurrent dans les rapports administratifs coloniaux[12], demeurait une priorité. Il s'agissait de faire mieux que durant la période précédente. C'est dans cette optique que furent envoyés sur le terrain Paul Ottino, Henri Lavondès[13], ethnologues (le premier avait aussi une formation d'économiste), et le géographe Jean-Pierre Trouchaud, afin de suivre l'opération de mise en valeur du Bas-Mangoky[14]. Leurs observations donnèrent lieu à de multiples rapports et débouchèrent ponctuellement sur la formation d'agents charger d'encadrer les paysans[15].

R. Paulian, l'un des responsables de l'IRSM, considérait qu'il existait sur place un réel intérêt pour les sciences sociales. Il notait dans un rapport d'activité : *"la section a été constamment consultée par les Services de la République malgache pour tout ce qui touche au domaine sociologique. Il semble que ce soit l'un des domaines où la demande d'assistance technique soit la plus développée"*. Mais il ajoutait que les travaux devaient garder une "tournure" scientifique et non administrative[16]. Face aux fortes sollicitations de l'administration, il fallait maintenir une certaine distance par rapport aux instances décisionnelles, afin de ne pas s'enfermer dans une utilité immédiate[17].

II - UN LIEU PRIVILÉGIÉ DE LA PRODUCTION DES SAVOIRS : L'UNIVERSITÉ

De son côté, l'Université, puissante enclave culturelle[18], véritable *"foyer intellectuel"* chargé de rayonner sur l'océan Indien, était d'abord le lieu de diffusion d'un savoir théorique et méthodologique solide, mais aussi de connaissances en prise avec la réalité du pays. Les 300 à 400 bacheliers par an et les milliers d'étudiants formés au

---

[12] Multiples exemples pour l'Imerina dans des dossiers d'archives pour les années 1910-1920. Cf. Centre des Archives d'Outre Mer, CAOM, 2D202 (1).

[13] P. Ottino et H. Lavondès sont revenus il y a quelques années sur les circonstances et les "coulisses" de cette mission. Cf. H. Lavondès "Retours à Bekoropoka", in B. Champion (éd), *L'étranger intime. Mélanges offerts à Paul Ottino. Madagascar – Tahiti – Monde Swahili – Comores – Réunion*, Université de la Réunion, Océan Editions, 1995, pp. 345-380. Cf. également : P. Ottino, "Nous n'irons plus à Bekoropoka", texte inédit, s. d (après 1998), et : "Des temps d'ici et d'ailleurs", in C. Allibert, N. Rajaonarimanana (éds.), *L'extraordinaire et le quotidien. Variations anthropologiques. Hommage au professeur Pierre Vérin*, Paris, Karthala, 2000, pp. 551- 579.

[14] Les premiers grands ouvrages d'Ottino et de Lavondès n'auraient pas vu le jour sans ces travaux "commandés". Cf. P. Ottino, *Les économies paysannes du Bas-Mangoky*. Paris, Berger-Levrault, 1963, 375 p. et : H. Lavondès, *Bekoropoka. Quelques aspects de la vie familiale et sociale d'un village malgache*, Cahiers de l'Homme, Mouton & co, Paris/La Haye, 188 p.

[15] Dans la foulée de la mission Bas-Mangoky, P. Ottino avait effectué de nombreuses enquêtes sur la Sakay et l'Anony (Alaotra), avant de partir pour la Polynésie. Il peut être considéré comme un des meilleurs connaisseurs du développement rural malgache à cette époque.

[16] R. Paulian, "A l'IRSM", in *Bulletin de Madagascar*, n° 178, mars 1961, pp- 253-268.

[17] Même constat, à partir de considérations plus générales, chez le sociologue J-W. Lapierre. Cf. "A quoi bon les sociologues ?" in *Annales de l'Université de Madagascar – Série Lettres et Sciences Humaines*, n° 2, 1964 , p. 56. Cf. pour une mise au point théorique récente : B. Lahire (dir.), *A quoi sert la sociologie ?*, La Découverte, Paris, 2002, 193 p.

[18] Les accords de coopération prévoyaient le financement (construction, entretien) par la France d'un important campus. L'Université, ou Fondation Charles de Gaulle, offrait à ses étudiants les mêmes diplômes qu'en France.

cours des années 1960, devaient remplacer à terme les coopérants français. En 1964, le géographe M. Petit effectuait une enquête[19] sur les étudiants, d'où ressortait la faible part du département des Lettres et Sciences Humaines : 20 % seulement des effectifs (sur 1 784 étudiants). La majorité des étudiants s'inscrivait d'abord en droit (45 %) puis en sciences (35 %), disciplines aux débouchés plus sûrs. Il faut d'ailleurs remarquer, d'après cette étude, que plus de la moitié des étudiants de Lettres et Sciences Humaines étaient Français, alors que les Malgaches étaient présents à 75 % dans les autres départements. Il s'agissait aussi du département où les femmes étaient les plus représentées. Dans tous les cas, 68 % des étudiants provenaient de la capitale et de ses alentours, ce qui n'est guère étonnant étant donné la plus forte scolarisation de l'Imerina dès le XIXe siècle - et le chiffre s'élevait même à 80 % en Lettres et Sciences Humaines.

Le département était dirigé par Jean Poirier qui s'occupait plus précisément de l'enseignement de l'ethnologie et de la sociologie[20]. La partie ethnologique présentait une dimension patrimoniale certaine, puisque plusieurs axes de recherche et d'enseignement portaient sur la mise en œuvre d" *inventaires*" (de la mythologie) ou d"*archives*" ("*de la civilisation malgache*"). Un ambitieux projet de cartographie ethnique de l'île prolongeait l'ambition coloniale, et les travaux plus récents de Molet. Selon Poirier ces recherches étaient des préalables à toute action de développement rural, parce qu'elles sondaient les capacités d'acceptation des innovations agricoles venues de l'extérieur. Pour ce faire, l'ethnologie, discipline centrale, était secondée par la sociologie et la psychologie sociale. En sociologie, la ville et les phénomènes d'exode rural n'étaient pas oubliés. Cependant, les questions de sociologie rurale étaient nettement privilégiées. Les enquêtes menées par J-W. Lapierre dans la région du lac Alaotra (région rizicole majeure) alimentèrent un cours sur le thème[21]. Par ailleurs, l'édition d'un manuel d'aide aux enquêtes[22] permettait aux apprentis ethnologues de ne pas être livrés à eux-mêmes[23]. Un compte-rendu de recherche d'étudiants, signifiant un début d'appropriation par des Malgaches de méthodes européennes, nous est même livré dans le numéro 9 des *Annales de l'Université*[24].

A côté de Jean Poirier, Jacques Dez, autre enseignant d'ethnologie et de sociologie, est sans doute celui qui a le plus produit sur le développement rural[25]. Déjà présent dans les années 1950[26], ce linguiste et socio-ethnologue, ancien chef de bureau des études rurales du ministère de l'Agriculture, écrit au cours des années 1960 plusieurs

---

[19] " L'origine géographique et sociale des étudiants de l'Université de Madagascar", in *Revue de géographie – Madagascar*, n° 4, janvier-juin, 1964, pp. 71-84.

[20] Jean Poirier, *Programme de recherches ethno-sociologiques*, Université de Madagascar, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Tananarive, 1964, 23 p.

[21] J. Poirier, *Rapport sur les recherches africanistes et malgaches du département des Sciences Humaines*, Université de Madagascar, s. d, 7 p.

[22] *L'analyse culturelle d'une société malgache traditionnelle. Guide d'enquête monographique*, Université de Madagascar, Facultés des Lettres et Sciences humaines, 1965. Le guide, bilingue, était d'ailleurs aussi bien destiné aux étudiants qu'aux informateurs.

[23] C'était davantage le cas pour les élèves malgaches de l'ENFOM (Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer, où enseignaient Poirier et Delval), dont une partie rédigeait des rapports de type ethnologique sur Madagascar.

[24] Quatre étudiants de première année furent chargés d'effectuer une enquête sur deux doany (tombeaux princiers ou royaux ; lieux de cultes) d'Imerina : Alasora et Andranoro.

[25] F. Raison-Jourde, "La constitution d'une utopie du fokonolona comme mode de gouvernement par le peuple dans les années 1960-1973 à Madagascar" in *Omaly sy Anio*, 1991-1992, n° 33-36, pp. 675-712.

[26] Tout comme Jean Poirier, vers 1945-1946, puis Pierre Vérin au début des années 1950, il est passé par l'ENFOM. Ces trois chercheurs, auquel il faut ajouter Paul Ottino, ont connu Madagascar avant leurs premières recherches. Cette expérience initiale explique la maîtrise du malgache dont ils faisaient preuve dans les années 1960.

articles de fond sur ces questions. Dans la plupart, il affirme la nécessité d'aller à la rencontre des communautés paysannes sans leur imposer brutalement des méthodes culturales nouvelles et des prix dérisoires. Peut-être enfermait-il moins que Poirier les paysans dans la notion de tradition et de terroir, en insistant davantage sur les moyens de dialoguer avec eux afin de les convaincre sans les duper[27].

Pour leur part, les géographes représentaient l'interface entre sciences humaines, économie, agronomie et sciences de la terre. Ceux de l'Université s'interrogeaient de manière fréquente, dans Les *Annales de l'Université* et surtout *Madagascar. Revue de géographie*, sur l'opportunité des politiques de développement. Comme Bastian[28], à propos de la logique spatiale et économique des plans de développement ; ou encore de Douessin (dans le n° 8 de 1966) sur l'intérêt des outils de la planification pour l'île ; et enfin Paul et Françoise Le Bourdiec (n° 10-11, 1967) qui montraient tout l'intérêt de mener un réel désenclavement de l'Ankaizina, région du Nord. Au milieu de la décennie, à l'ORSTOM, un certain nombre d'enquêtes de terrain furent lancées par une équipe renforcée de jeunes recrues. La question de "*la colonisation des terres neuves*", dans le moyen Ouest en particulier[29], apportait une dimension dynamique qui manquait parfois dans les études rurales.

Les sciences sociales acquirent une visibilité certaine dans le paysage intellectuel de Madagascar. En dehors des départements et centres cités, l'Ecole Nationale des Sciences Agronomiques (ENSA), figure à partir du milieu des années 1960, parmi les foyers actifs de réflexion en sciences sociales. La revue *Terre Malgache - Tany Malagasy*, dirigée par le sociologue J-C. Rouveyran, mobilisait aussi bien des agronomes et des vétérinaires, que des sociologues. Des passerelles existaient en effet entre assistants techniques et chercheurs. Il est vrai que durant leurs recherches, ethnologues et surtout géographes côtoyaient les membres des BDPA (bureaux de développement et de production agricole)[30], interlocuteurs importants sur le terrain. Cependant, on est frappé par les différences d'approche entre les uns et les autres. En caricaturant à peine, les "techniciens" abusaient des termes de "*potentialités*" ou de "*possibilités*" (généralement importantes), mais aussi de "*rendement*" et de "*productivité*" (le plus souvent insuffisants). A l'inverse, les seconds considéraient "*nécessairement*" les réalités socio-économiques dans "*toute leur profondeur anthropologique voire historique*". Rares étaient comme B. Chavannes[31] (agronome et géographe), ceux qui possédaient des compétences doubles.

---

[27] • "Développement économique et traditions à Madagascar" in *Cahiers de l'ISEA*, Série Humanités, n° 4, sept-1962, pp. 79-18.
• "Tradition et développement rural", in *Annales de l'Université de Madagascar*. Série Lettres et Sciences Humaines, n° 7, 1967, pp. 73- 119.
• "Un des problèmes du développement rural : la diffusion de la vulgarisation agricole" in *Terre Malgache – Tany Malagasy*, n° 1, 1967, pp. 41-70.
• "Les structures de base du développement agricole d'hier à aujourd'hui" in *Colloque de Mantasoa*, 1967, pp. 41-80.

[28] G. Bastian, "Contribution à l'étude des cadres régionaux de développement à Madagascar", in *Les Annales malgaches*, n° 1, pp. 95-110.

[29] J-P. Raison, "Les activités de la section de géographie de l'ORSTOM-Tananarive (situation au mois de juin 1966)", in *Madagascar. Revue de géographie*, n° 10-11, janv- déc. 1967, pp. 182-185.

[30] A titre d'exemple, les thèses de J-P. Raison (*Les Hautes Terres de Madagascar*, Paris, ORSTOM, Karthala, 1984, 2 t), E. Fauroux (*La formation sakalava ou l'histoire d'une articulation ratée*, Doctorat d'Etat ès-économiques, 1975, Université Paris-X, 405 p) et S. Chazan-Gillig (*La société sakalave. Le Menabe dans la construction nationale malgache*, Paris, Karthala-ORSTOM, 1991, 393 p), mentionnent la fréquentation d'agents des BDPA, ou encore des cartes et des rapports qui y étaient produits.

[31] Auteur dans le n° 5 d'un article sur la diffusion du matériel agricole et dans le n° 6 de réflexions sur la vie religieuse et sociale des Betsimisaraka.

Un savoir plus rigoureux et moins "impérial"

J-P. Raison[32] a montré la part prise par la géographie et l'ethnologie à la conquête et la domination coloniale. L'Académie malgache, fondée par Gallieni en 1902, devint le principal lieu de production du savoir et de rayonnement de la pensée coloniale. Après la pacification des débuts, le "discours" émis depuis l'institution perdit son caractère offensif ou strictement utilitaire au profit d'une curiosité plus paternaliste. Dans la préface de l'ouvrage de J. Faublée, *l'Ethnographie de Madagascar*, le Haut-Commissaire de la république de Coppet un an avant 1947, préfère cependant à la simple "*curiosité*", "*le sentiment de compréhension qui anime les Français en pays d'Outre-Mer*". Mais un rapport de l'ORSTOM de 1959[33], traduit encore bien toute l'ambiguïté idéologique de la période. Dans un premier temps, il est question de "*la passion pour la sauvegarde et la promotion d'une humanité sans cesse en péril, au milieu d'une nature encore indomptée*". Sans transition, on évoque ensuite les territoires d'Outre-Mer qui "*représentent autre chose qu'un musée, qu'un champ d'expérience, qu'une réserve de matériel d'études*", puisqu'il s'agit désormais d'éviter les impasses d'un "*colonialisme scientifique inadmissible*". On affirme enfin que la recherche scientifique est à l'entier service de ces territoires et que face aux colossaux enjeux (croissance démographique rapide, exode rural, etc.) "*la tâche est urgente*". Ainsi, l'organisme se présente implicitement comme indispensable et de ce fait ne rompt pas entièrement avec les conceptions tardives du colonialisme culturel. Pourtant, dès la fin des années 1950 et surtout dans la décennie suivante, la venue d'un grand nombre de chercheurs formés dans les universités françaises (plus rarement ailleurs[34]) ou dans des instituts spécifiques (Musée de l'Homme), porte les germes d'une rupture non seulement sociologique voire politique[35], mais sans doute aussi épistémologique. Tout d'abord, la collusion entre chercheur et fonctionnaire disparaît. Les figures de Deschamps et de Decary, à la fois administrateurs et ethnologues, ne sont désormais plus représentatives.

Saut qualitatif et moyens amplifiés

L'accroissement des chercheurs, la densification des lieux de production et de diffusion des recherches tranchent donc nettement sur les décennies précédentes. En 1947, un rapport sur l'Académie Malgache témoignait du dénuement de l'institution[36]. Une décennie plus tard, seule la bibliothèque Grandidier de l'IRSM à Tsimbazaza pouvait aider, il est vrai de manière modeste, les chercheurs. Avant l'arrivée à la fin des années 1950 de l'équipe menée par G. Condominas[37] (Ottino, Lavondès, Trouchaud), L. Molet était sur place l'un des rares chercheurs actifs, aidé par des assistants malgaches (S. Raharijaona et R. Rason). Il devait donc être sur tous les fronts : ethnologie, archéologie, histoire[38].

---

[32] J-P. Raison, "Discours scientifique et manipulation politique. Les Européens face aux Merina et à l'Imerina de la fin du xviiie siècle aux lendemains de la conquête" in D. Nordman et J-P. Raison (eds), *Sciences de l'homme et conquête coloniale*, Paris, Presses de l'ENS, 1980, pp. 23-45.

[33] CAOM, 2 FIDES 768.

[34] Sur le terrain, à Ambatomanoina en Imerina, d'octobre 1964 à avril 1966, Bloch est l'un des rares anglo-saxons actifs à Madagascar à cette époque.

[35] Les guerres coloniales ayant marqué les générations actives dans les années 1960.

[36] Fontoynont, "L'Académie malgache" in *Revue de Madagascar*, n° 1, avril-juillet 1947, pp. 70-72.

[37] Spécialiste de l'Asie du Sud-est, Condominas mena lui-même des enquêtes à Madagascar à l'origine de son ouvrage : *Fokonolona et collectivités rurales en Imerina*, Paris, Berger-Levrault, 1960, 235 p.

[38] P. Vérin, "Madagascar", in *Asian perspectives. The bulletin of the far eastern prehistory association*, vol. VI, 62, n° 1-2, pp. 44-45.

A partir des années 1960, les recherches ne sont plus guidées par la curiosité d'érudits polygraphes, mais par des problématiques forgées à l'ORSTOM, à l'Unesco ou dans les universités occidentales. Les disciplines affirment leurs spécificités, construisent leur objet et affinent leurs méthodes. Comme on l'a vu à l'Université, chaque discipline de la faculté des Lettres dispose de son propre département. Si des rapprochements sont possibles, c'est d'abord parce que les centres d'intérêt sont proches. A côté de la sociologie, l'ethnologie entretient des rapports avec la géographie humaine. Les réflexions de Jean Poirier sur la notion de terroir[39] sont en partie empruntées à G. Sautter et P. Pélissier, références essentielles des géographes de l'ORSTOM.

Les grandes revues (Les Annales de l'Université. Série Lettres et Sciences Humaines, La revue de géographie, Civilisation malgache) témoignent de ce double mouvement : affirmation identitaire mais dialogue entre disciplines. De même, le premier numéro de Taloha, la revue d'archéologie, carrefour au cœur des sciences sociales, dirigée par Pierre Vérin, convoque tous les grands noms des sciences sociales. Dans toutes ces revues, il n'est pas rare de voir des articles co-signés par des chercheurs de disciplines distinctes. Il s'agit des résultats d'enquêtes communes, fusionnant les approches[40] ou multipliant les regards[41], en raison de l'immensité des tâches à accomplir dans la plupart des disciplines et en particulier en archéologie[42].

L'histoire : une discipline à part ?

L'histoire semblait un peu à part. Les articles publiés principalement dans les *Annales de l'Université* ne portaient guère sur les campagnes et encore peu sur les sociétés autres que celles des Hautes Terres[43]. Le cursus universitaire ne différait pas de celui de la France en dehors des cours sur l'Océan Indien où Guy Jacob, Y-G. Paillard, puis F. Raison-Jourde jouèrent un grand rôle. L'histoire politique et culturelle du XIXe et du XXe siècle y était privilégiée[44]. De fait, les autres disciplines étaient "obligées", faute d'études, de faire de l'histoire. Des travaux ponctuels de J. Dez, P. Vérin, M. Bloch ou de J-P. Raison, tracèrent la voie empruntée un peu plus tard par J-F. Baré[45] pour ses études anthropologiques du Nord-Ouest, P. Beaujard[46] pour le pays *tanala*, et surtout E. Fauroux (1975) pour l'Ouest.

Il faut cependant noter le rôle crucial joué par Simon Ayache dans le renouveau de l'historiographie malgache. D'abord au sein de l'Ecole Normale d'instituteurs,

---

[39] " Géographie humaine, ethnographie, sociologie", in *Annales de l'Université de Madagascar*. Série Lettres et Sciences Humaines, n° 6, 1967, pp. 125-138. Cf. également du même auteur : "Le village malgache et son terroir. Problèmes méthodologiques de l'enquête en sociologie rurale", in *Terre Malgache- Tany Malagasy*, n° 1, 1967, pp. 71-86.

[40] J-P. Raison, P. Vérin, "Le site subfossile de Taolambiby (sud-Ouest de Madagascar), doit-il être attribué à une intervention humaine ?", in *Annales de l'Université de Madagascar*. Série Lettres et Sciences Humaines, n° 7, 1967, pp. 133-142.

[41] R. Battistini, P. Vérin, R. Rason, "Le site archéologique de Talaky", in *Annales Malgaches*, n° 1, 1963, pp. 111-156.

[42] La carte des sites en voie d'exploration publiées par Vérin, couvre toute l'île et produit l'effet d'un quasi-quadrillage de l'espace. Cf. P. Vérin, "Les recherches archéologiques à Madagascar", in *Azania*, vol.1, 1966, pp. 119-137.

[43] Ce travail sera effectué par les historiens d'*Omaly sy Anio* à partir de 1975. Les travaux de Jean Fremigacci et de Lucile Rabearimanana sont particulièrement à mentionner dans ce sens.

[44] " Diplômes d'études supérieures et mémoires de maîtrise préparées à l'UER d'histoire (1983-février 1986)" in *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, T. LXXIII, n° 271, 2e trimestre 1986, pp. 207- 218.

[45] *Sable rouge, Une monarchie du Nord-Ouest malgache dans l'histoire*, Paris, L'Harmattan, 1980.

[46] P. Beaujard, *Princes et paysans. Les Tanala de l'Ikongo. Un espace social du sud-est de Madagascar*, L'Harmattan, 1983, 670p.

puis à l'Université, S. Ayache[47] était conscient des liens entre histoire et nation : "*elle permet une renaissance sans déracinement, le progrès sans reniement*". Du point de vue méthodologique, il insistait sur l'immense richesse des archives royales pour la connaissance de l'Imerina du XIXe siècle et plus partiellement des côtes. Il faut dire que depuis l'arrivée de Jean Valette à la tête des archives malgaches, un classement méthodique et la mise à disposition d'instruments de recherche ont énormément facilité la tâche des historiens. D'autre part, la professionnalisation était ici aussi à l'œuvre. Valette[48], comme Ayache (1966), soulignait les faiblesses méthodologiques, et au fond, l'amateurisme de beaucoup d'études d'érudits de l'Académie Malgache[49]. Seul l'ouvrage de Deschamps[50], publié l'année de l'Indépendance, sortait du lot ; mais les perspectives qu'il ouvrait devaient être explorées et approfondies. L "*ethno-histoire*" dont Deschamps se faisait le champion, trouvait des échos chez Ayache, mais elle restait à mettre en œuvre. Sorti d'Imerina, l'écrit, en dehors de récits étrangers et des textes arabico-malgaches, faisait défaut. Il fallait donc recueillir des sources orales et les interpréter. La tendance anthropologique, présente ailleurs, parcourait donc aussi certains secteurs de l'histoire institutionnelle. Passé à l'Université, Ayache a pu systématiser ses orientations de recherche testées de manière expérimentale à l'Ecole Normale[51].

III - LES SCIENCES SOCIALES : REFLET DE LA TUTELLE CULTURELLE FRANÇAISE, MOYENS D'UN DÉPASSEMENT ?

Les sciences sociales sont, du fait de leurs racines, une des modalités du regard de l'Occident sur le monde[52]. A Madagascar les premiers historiens et ethnologues malgaches ont accompli le voyage en Europe et/ou été formés par les missionnaires[53]. L'appropriation des outils intellectuels occidentaux par les lettrés malgaches s'est accompagnée d'une défense d'intérêts particuliers (sociaux et confessionnels). Durant l'époque coloniale, cette érudition malgache s'est maintenue et a été diffusée dans des revues confessionnelles et secondairement dans les publications officielles. Ce déficit de reconnaissance culturelle et politique s'est poursuivi dans les années 1960. Car si l'Académie malgache est alors reprise en main par des Malgaches[54], l'institution phare est désormais l'Université où ces derniers étaient en position subalterne. Sur 19 membres,

---

[47] S. Ayache, "Pour un enseignement de l'histoire à Madagascar", in *Annales de l'Université de Madagascar*. Série Lettres et Sciences Humaines et Sciences Humaines, n° 4, 1965, pp. 7-17 et n° 5, 1966, pp. 26-90.

[48] J. Valette, "L'historiographie malgache : son passé, son devenir", in *Bulletin de Madagascar*, n° 157, 1959, pp. 467-469 ; "Les études historiques malgaches de 1940 à 1960" in *Bulletin de Madagascar*, n° 197, 1963, pp. 833-842.

[49] L'aspect fragmentaire des recherches apparaît par exemple à travers les titres des communications où abondent les termes "*notes*", "*contribution*", "*remarques*"... Cette tendance s'est maintenue au cours des années 1960.

[50] H. Deschamps, *Histoire de Madagascar*, Paris, Berger-Levrault, 1960, 348 p.

[51] Dans le n° 6 (1967) des *Annales*, il fait le compte-rendu d'un voyage d'étude dans l'Ouest (le *Boina*), avec des étudiants, dont F. Rajaonah, qui devaient aborder des sources différentes (orales, archéologiques, etc.), confrontées aux récits européens sur la région.

[52] Voir à ce propos : F. Affergan, *Exotisme et altérité*, Paris, PUF, 1987, 295 p.

[53] Sur Raombana et Rainandriamampandry on peut se reporter aux travaux de S. Ayache (" Travail collectif de recherche dirigé à l'Ecole Normale d'instituteurs de Tananarive (1964-1968) – Introduction à l'œuvre de Rainandriamampandry", in *Annales de l'Université de Madagascar*. Série Lettres et Sciences Humaines, n° 10, 1969, pp.11-50) ainsi qu'àà son ouvrage : *Raombana l'historien, Fianarantsoa, Ambozontany*, 1976. Sur la LMS ou Callet, on peut consulter F. Raison-Jourde (*Bible et pouvoir à Madagascar au XIXe siècle. Invention d'une identité chrétienne et construction de l'Etat*, Paris, Karthala, 1991, 840 p) et A. Délivré (*L'histoire des rois. Interprétation d'une tradition orale*, Paris, Klincksieck, 1974, 448 p).

[54] 14 des 24 membres titulaires sont malgaches. L'institution est alors dirigée par le docteur P. Radaody-Ralarosy.

seuls trois Malgaches faisaient partie du conseil de l'Université, dont le linguiste Siméon Rajaona. Même constat pour les enseignants de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines. Les Malgaches étaient plus nombreux pour les grades les moins élevés comme assistants (9 Malgaches – dont la sociologue S. Raharijaona sur 29). On ne trouvait aucun professeur, un seul maître de conférence (Rajaona)[55], et trois maîtres-assistants (H. Rakotofiringa en phonétique ; C. Ravaojanahary en lettres et civilisation malgaches ; B. Razafimpahanana en psychologie sociale)[56]. Parallèlement, des chercheurs moins encore nombreux gravitaient autour de l'ORSTOM, comme J. Razafindratovo, auteur d'une recherche qui a fait date sur le village d'Ilafy[57].

Dans la préface de l'ouvrage important de Razafintsalama sur Ambohimanga[58], P. Ottino insiste sur la familiarité de l'auteur avec l'objet de la recherche[59] (il est "*de plain-pied dans la culture étudiée*"), "*tout en répondant aux exigences les plus rigoureuses de l'anthropologie actuelle*"[60]. Mais pour s'introduire au village, Razafintsalama recourt aux mêmes personnes clés que M. Bloch[61] (1971) : les missionnaires, les anciens, les instituteurs. Dans une étude sur "Le paysan malgache et la riziculture améliorée" (in Terre Malgache, n° 6, 1969, pp. 47-68), B. Razafimpahanana ne cache pas la méfiance qu'il inspire aux villageois qu'il rencontre. Le chercheur est en effet perçu comme un étranger, même s'il est malgache. Urbain (originaire ou formé à Tananarive), instruit, il est placé de ce fait du côté de l'administration et des *vazaha* (étrangers, européens). La méfiance peut être plus forte encore s'il est identifié à un autre groupe ethnique ou social. Toutefois, par l'intermédiaire de la recherche, le chercheur malgache peut aussi tenter de comprendre, voire de valoriser "son groupe", surtout dans le cas de sociétés encore "oubliées" par l'historiographie et les grandes enquêtes ethnologiques[62]. Enfin, pour la plupart des chercheurs malgaches, l'élément déclencheur des recherches n'est peut-être pas venu d'un "*coup de foudre*"[63] ou d'une soif d'aventure[64], perceptibles chez les chercheurs occidentaux.

A côté des chercheurs malgaches, auteurs patentés, on trouvait aussi une masse plus difficile à cerner d "assistants", d'informateurs et d'interprètes. Toutes les thèses nées à cette époque nous livrent des informations éparses sur le statut des "assis-

---

[55] Il s'agissait d'un des rares agrégés malgaches (de grammaire en l'occurrence). A la fin des années 1960, des enseignants français d'histoire encourageaient leurs étudiants les plus brillants à passer les concours de recrutement en France.

[56] *Université de Madagascar. Livret de l'étudiant – Année 1969-1970*, pp. 168-169.

[57] " Etude du village d'Ilafy" in *Annales de l'Université de Madagascar*. Série Lettres et Sciences Humaines, n° 8, pp. 3-15 ; n° 9, pp. 47-71 ; n° 1, pp. 51-74.

[58] *Les Tsimahafotsy d'Ambohimanga. Organisation familiale et sociale en Imerina*, Paris, SELAF, 1981, 252 p.

[59] Mêmes remarques de la part de P. Vérin à propos de l'enquête de J. Razafindratovo sur Ilafy. Cf. *Madagascar. Revue de géographie*, n° 10-11, 1967.

[60] Intégré à l'équipe travaillant avec Ottino, au début des années 1970, à des contributions régionales sur Madagascar (avec J-F. Baré et C. Vogel), A. Razafintsalama partage les préalables théoriques sur la parenté merina, distincts de ceux des anglo-saxons (Southall et Bloch).

[61] *Placing the dead. Tombs, ancestral villages & kinship organization in Madagascar*, London & New York, Seminar Press, 1971, 241 p.

[62] Cette hypothèse, plus évidente à analyser pour les décennies qui suivent, nous semble-t-il, doit bien évidemment être vérifiée.

[63] Pour Battistini la beauté et la "pureté" des paysages de l'Androy intérieur sont "synonymes de liberté". Les élans lyriques de la préface contrastent évidemment avec le contenu du reste de son *Etude de géomorphologie de l'Extrême sud de Madagascar*, Paris, éd. Cujas, 1964, 330 p.

[64] Ottino (2000) et Lavondès (1995) y font allusion.

tants", alors que s'y déploie la rhétorique de l'amitié voire de la parenté[65]. L'assistant pouvait être un étudiant ou un jeune chercheur malgache en quête d'un poste. Formé à l'occidentale il partageait nombre de références du chercheur, sans disposer de son aura ni de ses moyens. Outre l'aspect formateur des enquêtes au profit d'un chercheur européen, il s'agissait d'un moyen d'intégrer progressivement un réseau proche des grandes institutions de recherche. Il s'agissait parfois aussi (parallèlement) d'un informateur choisi dans la société étudiée. Dans ce cas, la distance pouvait être plus grande entre chercheur et assistant. A ce propos, B. Koechlin[66] évoque les risques pris par les informateurs, qui pouvaient se couper de leur société d'origine du fait de la "*pollution déculturante*" née du contact prolongé avec un *vazaha*[67].

Cependant, le chercheur seul dirige l'équipe et signe au final le rapport ou la thèse. D'après G. Althabe (1969, p. 308), les paysans de Fetraomby dans l'Est de l'île identifiaient les rapports chercheur/assistants (il emploie le terme caractéristique de "*collaborateurs*") à ceux qui pouvaient exister à l'époque coloniale. Cette dimension politique du rapport de domination culturelle induite par les sciences sociales semble, avant même les événements de 1972, interroger voire troubler les chercheurs européens et malgaches. F. Raison-Jourde (2001) évoquait à ce propos un sentiment de gêne face à une situation "*schizophrénique*". Ce sentiment était-il partagé par d'autres ?

IV -SCIENCES SOCIALES : DISCORDANCES ET "DISSIDENCES" :

Implicitement on sent la réserve d'un certain nombre d'auteurs face au triomphalisme technocratique des hauts fonctionnaires ou aux certitudes des assistants techniques, à une échelle plus modeste. Les enquêtes de terrain permettaient aussi de prendre conscience des écarts entre pays réel et pays rêvé. Chaque discipline pouvait le vivre à sa manière. En histoire, le contexte se prêtait fort peu à un travail sur le fait colonial et encore moins sur les événements de 1947. L'omniprésence de la France, les liens entre le parti au pouvoir, le PSD (Parti social-Démocrate) et le PADESM (Parti des Déshérités de Madagascar – utilisé par l'administration coloniale contre les nationalistes avant et pendant la répression), la complexité des faits eux-mêmes, l'expliquent[68]. Dans le domaine du développement, beaucoup considéraient que les freins et les blocages n'étaient pas uniquement techniques, c'est-à-dire du côté de l'inertie paysanne, mais d'abord économiques et politiques, et donc du côté du ou des pouvoirs. Grâce à d'indéniables efforts, la production de riz put augmenter dans la deuxième moitié des années 1960. Mais demeurait une question centrale liée aux structures de commercialisation qui, du fait des faibles prix d'achat des productions, maintenaient les campagnes dans la misère (Vérin, 2000, pp. 186-189). Par ailleurs, l'enclavement de nom-

[65] Sur l'enseignement des remerciements dans les travaux d'ethnologie, on peut consulter E. Ben Ari, "On acknowledgments in ethnographies" in J. Van Maanen (éd.), *Representation in ethnography*, Sage publications, Thousand Oaks, London, New Delhi, 1995, pp. 130-164.

[66] *Les Vezo du Sud-Ouest de Madagascar. Contribution à l'étude de l'éco-système de semi-nomades marins*, Paris, Cahiers de l'Homme, Mouton, La Haye, 1975, pp.17-18. L'ouvrage est dédié à son assistant.

[67] Il est à noter qu'avec G. Heurtebize, Koechlin est un des rares chercheurs des années 1960 et du début des années 1970, à s'être installé durablement à Madagascar (dans le Sud chez le premier), avant d'entamer une reconversion professionnelle au profit de la recherche. Le premier était géologue et le second marin.

[68] F. Raison-Jourde, "Une rébellion en quête de statut : 1947 à Madagascar", *Revue de la Bibliothèque Nationale*, n° 34, 1989, pp. 24-32. Sur les liens entre PSD et PADESM cf. J-R. Randriamaro, PADESM et *luttes politiques à Madagascar. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la naissance du PSD*, Paris, Karthala, 1997.

breuses régions, toujours considérable, renforçait la prégnance des intermédiaires au détriment là encore des campagnes. Or d'après P. Vérin (2000, p. 187), les rapports de l'ORSTOM (ceux d'Ottino par exemple) qui mettaient en lumière ces faiblesses commerciales, n'étaient pas lus. Dans le cas contraire, ils ne donnaient pas lieu à des changements de cap significatifs.

En sociologie et en anthropologie, les critiques pouvaient être encore plus ouvertes. Dans un article de 1968[69], R. Manandafy, enseignant à l'Ecole Nationale des Sciences Agronomiques (où il était assistant de sociologie)[70], produisit une critique de fond du développement rural tel qu'il était mené par les agents de l'Etat, chargés de transformer "*le mode de production villageois*" pour l'intégrer à l'économie de marché. Le problème n'était que secondairement à relier aux modalités de la vulgarisation agricole, mais plus probablement politique. Le "*développement rural*" renforçait la mainmise de l'Etat sur les communautés rurales et l'extension du capitalisme dominé par la France (point qu'il ne soulevait pas mais qui était implicite). Les prudentes réserves de Dez et de Poirier étaient exposées plus ouvertement, sur un mode marxisant. Gérard Althabe (1966), qui avait auparavant présenté l'action de l'Animation rurale comme de la pure propagande, et l'économie monétaire comme un outil supplémentaire d'asservissement des ruraux, a ouvert une brèche empruntée par la suite par d'autres[71]. Ce dernier avait émis ce type de critiques dans plusieurs de ses rapports sur les communautés de la Côte Est[72] - critiques en partie intégrées par J. Dez au détour d'un de ses articles. Cependant, le raisonnement général sceptique voire franchement hostile à l'égard de l'action de l'Etat et des ses agents dans ses campagnes ne pouvait que produire une discordance majeure dans le cadre dominant de pensée. L'ouvrage publié en 1969 chez Maspero par Althabe synthétise son approche à la fois critique face au pouvoir, mais aussi à l'égard des sciences sociales pratiquées alors. Sur le premier point, la critique joue à tous les niveaux. Sur le développement rural tout d'abord. Il est un échec car les paysans sont rétifs non au "*progrès*" mais aux méthodes employées qui les asservissent d'avantage à l'économie monétaire porteuse de destruction des rapports internes, déjà fragilisés par la domination coloniale et en particulier la répression de 1947[73]. Les projets sont présentés comme aliénants, car conçus de l'extérieur au profit des représentants de l'ordre. La "*libération par l'imaginaire*", ici la communauté fondée par la possession (le *tromba*), offre un autre visage des villageois véritables sujets de leur histoire. Celui d'une résistance à l'injonction d'entrer dans le système marchand (les plantations de café), et le clientélisme du PSD pleinement à l'œuvre. Plus tard, Fauroux (1975) et Chazan-Gillig (1991) ajouteront les stratégies d'accaparement de terres au détriment de paysans *sakalava* de l'Ouest.

---

[69] " Les transformations sociales et l'action de développement rural à Madagascar" in *Terre Malgache – Tany Malgasy*, n° 4, 1968, pp- 85-96.

[70] Futur fondateur du MFM, actif depuis les événements de 1972.

[71] G. Althabe et G. Roy avaient une forte réputation de chercheurs subversifs, qui leur valut de ne pas pouvoir revenir après les événements de 1972. Ils étaient en contact avec des chercheurs malgaches (R. Manandafy, C. Ravaojanahary) ou français (J-P. Raison, S. Chazan-Gillig).

[72] *Progrès économique et communautés villageoises de la côte orientale malgache*, Tananarive, ORSTOM, 1966, 43 p. ; *Communautés villageoises de la côte orientale malgache (betsimisaraka)*, Tananarive, ORSTOM, Centre de Tananarive, 1966, 3 vol.

[73] Pour Althabe le café permettait aux paysans de disposer d'argent afin de payer impôts et taxes diverses. Les plantations avaient été imposées à l'époque coloniale. Sur ce point Jean Fremigacci nuance fortement le propos en montrant que l'administration et les petits colons, qui redoutaient toute concurrence, étaient hostiles à l'extension des plantations chez les indigènes. Cf. "Les colons de la côte Est centrale de Madagascar, de la prospérité à la crise (1924-1939)" in *Omaly sy Anio*, n° 15, 1982-1, pp. 125-170.

La deuxième critique portait sur les sciences sociales comme complices de cet ordre. Plus qu'une "*anthropologie réflexive*"[74], Althabe scrutait le jeu politique induit par la recherche sur le terrain. Il y observait en effet que le chercheur à la suite d'une "*manipulation*" théâtralisante par les agents de l'administration malgache, était identifié, en tant que *vazaha*, à l'ancien ordre colonial. La "*crise*" induite par la "*pseudo*" décolonisation (l'ordre colonial se maintenant avec des agents nouveaux) était donc provisoirement résorbée. En refusant la manœuvre, le chercheur donnait consistance à l'ordre égalitaire "*imaginaire*" des paysans, dont il rejoignait alors le camp[75].

La dénonciation aussi nette d'une "*situation post-coloniale*"[76], où les structures coloniales maintenues, la France continuait de dominer avec la complicité des élites locales, pouvait correspondre à ce que ressentaient des chercheurs français et malgaches, sans nécessairement partager l'ensemble des positions d'Althabe[77]. Dans leurs autobiographies professionnelles publiées sous forme d'articles avant leur disparition, Paul Ottino (2000) et Henri Lavondès (1995), compagnons de la mission Mangoky, paraissent regretter cette période, non qu'ils étaient dupes quant aux ratés voire au mirage des modes d'action de l'Etat dans le domaine rural ou encore des effets pervers de la coopération. L'attachement à leur premier terrain et de manière plus profonde aux Malgaches et à leur culture sont perceptibles dans ces textes. D'autre part, non marxistes, ils ne remettaient pas en cause la notion et les effets d'un développement de type libéral. Enfin, la paupérisation ultérieure du pays et les dérives du socialisme à la malgache ont peut-être amené à nuancer la critique de la "*situation post-coloniale*". Dans son ouvrage sur Madagascar, où il livre de nombreux souvenirs, P. Vérin (2000, pp. 183-184) revient également sur un autre point, la place de l'université. Il rappelle que les investissements très lourds de la France ont permis à l'institution de fonctionner dans de bonnes conditions et d'attirer au-delà même de l'île, des étudiants venus de l'océan indien. De plus les enseignants étrangers eux-mêmes ont contribué pour beaucoup au renouvellement des connaissances sur Madagascar.

Enfin, la revendication exprimée par nombre d'étudiants de 1972, d'une malgachisation de l'enseignement, n'était pas partagée par tous. Le malgache officiel dérivait du *merina* et désavantageait les étudiants des autres groupes ethniques de l'île (Vérin, 2000).

Après les jacqueries du Sud-Ouest en 1971 et surtout le mouvement de contestation de 1972[78] qui aboutit au départ du président Tsiranana, le pays entra dans une autre phase de son histoire et de son rapport à la France. En sociologie rurale, on

---

[74] C. Ghasarian (dir.), *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux,* Paris, A. Colin, 2002, 248 p.

[75] Ce regard distant sur le terrain s'oppose aux confidences ultérieures publiées par Ottino et Lavondès. Comme le soulignent des recherches récentes, le terrain n'est pas seulement le lieu d "*ancrage méthodologique*" de la discipline, mais aussi un lieu social et le temps d'une initiation. Cf. J-M. Adam et alii, *Le discours anthropologique. Description, narration, savoir*, Editions Payot Lausanne, 1995, 285 p. Cf. également: J-M. Berthelot (ed), *Epistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001, 593 p.

[76] Althabe n'emploie pas l'expression, mais son travail s'inscrit dans la lignée de Balandier, qui a préfacé l'ouvrage, et de son texte sur la notion de situation coloniale. L'ouvrage de Mbembe réactualise et approfondit ces thèses valables pour le Madagascar des années 1960. Cf. A. Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000, 293 p.

[77] Là encore cette hypothèse mérite évidemment une enquête approfondie qui n'a pu, pour le moment, être menée.

[78] Althabe s'est penché sur l'étude des deux mouvements. Des articles anciens ont été réédités dans *Anthropologie politique d'une décolonisation*, Paris, L'Harmattan, 2000, 329 p.

troqua rapidement le paradigme de développement pour celui de mode de production socialiste. Dans le même temps, l'institution du *fokonolona*, mobilisée pour disposer d'une main-d'œuvre gratuite lors des travaux "*au ras du sol*" dans les années 1960, fut repensée comme un moyen de régénération sociale (Raison-Jourde, 1994). Les chercheurs gravitant autour de la revue *Terre malgache – Tany Malagasy*, influencés par le marxisme[79], jouèrent leur rôle avec peut-être autant de conviction que ceux de la décennie précédente autour du thème du développement. Pourtant, pour le pouvoir les sciences sociales étaient peut-être entrées dans l'ère du soupçon, alors que les difficultés matérielles des années 1980, allaient rendre les recherches encore plus difficiles. La sociologie rurale en souffrit sans doute plus que l'anthropologie, la géographie ou l'histoire où des travaux importants entrepris dans les années 1960 ou au début des années 1970, aboutirent. Dans le cas de l'histoire[80], une école, celle d'*Omaly sy Anio*, se mit en place et donna toute la mesure aux aspirations de changement méthodologique et éthique précédentes. Une recherche active sur la période coloniale put enfin démarrer, alors que les rapprochements, à peine esquissés, avec l'anthropologie s'intensifièrent[81].

Les années 1960 constituent une période d'indéniables avancées pour la connaissance de Madagascar. Au renouvellement méthodologique voire épistémologique, il faut ajouter l'accroissement du nombre des chercheurs et d'étudiants, français et de plus en plus malgaches. Les sciences sociales n'étaient-elles pas présentées comme les sûres alliées du progrès économique et social du pays ? D'immenses chantiers, en ces temps de grands plans de développement régionaux, sont alors ouverts. Chaque discipline, plus consciente de son identité, entend tracer sa voie, sans négliger de manière informelle ou plus institutionnalisée, le dialogue avec ses voisines. Dans le même temps pourtant, il a fallu agir contre une instrumentalisation par l'administration malgache et les instances de la coopération. Avant même 1971 et 1972, les chercheurs, de manière implicite ou plus ouverte, ont été conduits à s'interroger sur leur rôle social et politique : ne perpétuaient-ils pas à leur façon la tutelle française sur l'île, qu'un certain nombre, par conviction anti-colonialiste, abhorrait ?

Après 1972, la génération formée dans les années 1960 fut précipitée à la tête des principaux lieux de production du savoir[82]. Les travaux de sociologie et d'ethnologie furent sans doute moins nombreux. Le départ de nombreux chercheurs français, du fait de l'engagement décroissant de la coopération française, laissait un vide difficilement comblé. Peut-être ouvrait-il aussi d'autres perspectives qu'une vision purement "économique" voire misérabiliste ignorerait.

---

[79] Les articles des années 1970 de D. Desjeux ainsi que son ouvrage de 1979 (*La question agraire à Madagascar. Administration et paysannat de 1895 à nos jours,* Paris, L'Harmattan) sont assez caractéristiques de cette tendance, visible chez d'autres auteurs (Pavageau, en géographie ; Pourcet et Hugon en économie) ; les thèses de Samir Amin se généralisent alors.

[80] cf. M-M. Rahaingo-Razafimbelo (1986). Et plus récemment : D. Nativel, "Le renouveau de l'histoire de Madagascar : des érudits de l'époque coloniale aux historiens d'Omaly sy Anio (années 1950-années 1990)" in Table ronde *Ecrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris-VII, novembre 2001.

[81] Les travaux de Françoise Raison-Jourde sont allés le plus loin dans ce sens, ce qui permit à cette historienne de diriger un ouvrage, *Les souverains de Madagascar*, essentiellement écrit par des anthropologues.

[82] Jean-Aimé Rakotoarisoa a livré son témoignage sur la question à propos du Centre d'Art et d'Archéologie, où il succéda à Pierre Vérin. Cf. in C. Allibert et N. Rajaonarimanana (2000, pp. 595-602).